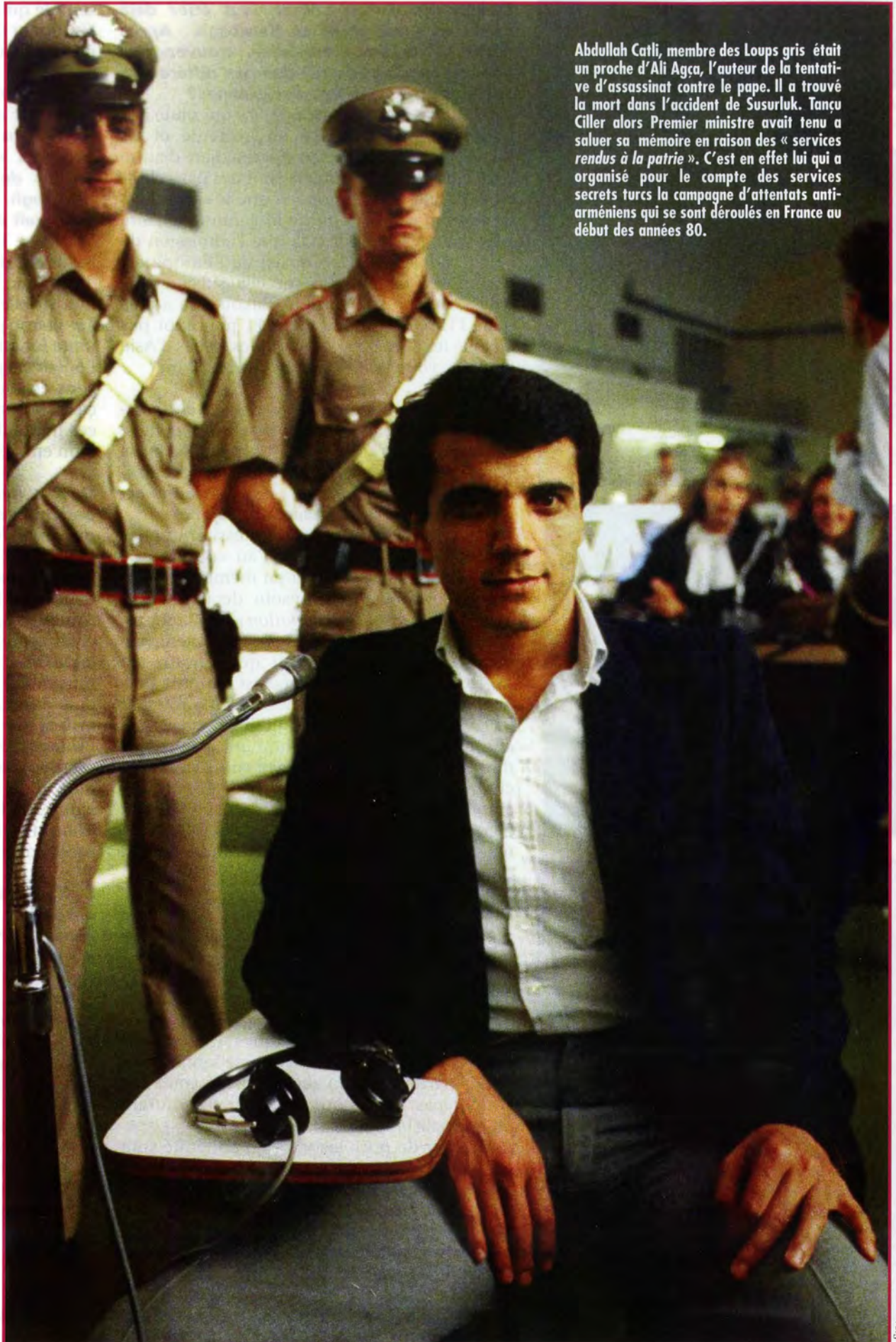


LA MAFIA LA PLUS DANGEREUSE

L'entrée de la Turquie dans l'Europe représente une menace occultée, plus redoutable encore que l'Islamisme

*Susurluk, nord-ouest de la Turquie, novembre 1996. Un accident de la route se transforme en scandale. Parmi les victimes retrouvées dans un des véhicules, Huseyin Kocadag, le directeur adjoint de la police d'Istanbul, et Abdullah Catli, roi du narcotrafic, sur qui on retrouvera sept papiers d'identité différents, tous parfaitement authentiques. Un fait divers qui mettra en lumière les liaisons dangereuses et établies de longue date entre tenants du pouvoir et mafieux notoires, au nom d'un intérêt initial commun, la lutte contre les mouvements subversifs. Mais les véritables vainqueurs de ce combat auront été les parrains, tissant progressivement leur toile sur le pays et l'Europe. Un phénomène inquiétant et peu médiatisé, comme le relate Xavier Raufer, directeur des études du département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines et chargé de cours à l'Institut de criminologie de Paris, dans un chapitre de son ouvrage *Le grand réveil des mafias* (ed J.C Lattès).*



Abdullah Catli, membre des Loups gris était un proche d'Ali Ağca, l'auteur de la tentative d'assassinat contre le pape. Il a trouvé la mort dans l'accident de Susurluk. Tançu Ciller alors Premier ministre avait tenu à saluer sa mémoire en raison des « services rendus à la patrie ». C'est en effet lui qui a organisé pour le compte des services secrets turcs la campagne d'attentats anti-arméniens qui se sont déroulés en France au début des années 80.

SIPA

USE D'EUROPE

la mafia, qui est totalement imbriquée dans l'Etat.

NAM : Pourquoi la mafia turque et ses agissements sont-ils si mal connus ?

Xavier Raufer : Cette situation n'a rien à voir avec une quelconque disposition particulière de la Turquie. Dans les sociétés de l'information et de la communication comme la nôtre, ce qui est vraiment dangereux, c'est ce qu'on n'a pas vu, ce qui est en-dehors de la sphère médiatique et des banalités d'usage. Comme jamais personne n'a parlé une fois clairement, elle est donc ignorée. L'idée reçue sur la Turquie, c'est la menace islamiste, mais derrière cette forme de gouvernement assez étrangère au reste du fonctionnement de l'Europe, il y a un danger plus grave et plus insidieux. L'idée, avec ce livre, est de mettre des points d'éclairage sur des facteurs particulièrement préoccupants. Un pays candidat à l'Union européenne doit certes régler ses problèmes de droits de l'homme mais aussi montrer par des mesures concrètes et efficaces qu'il a compris l'importance de ce problème criminel chez lui.

NAM : Comment en est-on arrivé à l'infiltration de la mafia dans l'appareil d'Etat ?

X. R. : Confrontés à des situations de crise, les gouvernements ont toujours tendance à faire les mêmes sottises. L'origine de cette infiltration n'est pas due aux Kurdes et aux groupes terroristes arméniens, mais à la prolifération des groupes marxistes-léninistes qui fleurissent dans le pays à partir de la fin des années 60. Il y a à cette époque un mouvement équivalent à celui des Brigades Rouges, mais à l'échelle 100. Face à ce surgissement devant lequel il panique, l'Etat décide de créer sur le terrain une force capable de lutter contre ces groupes révolutionnaires, des "idéalistes" favorables au pantouranisme, des hommes particulièrement dangereux car ils ont réussi à mettre au point une idéologie basée sur une synthèse turco-islamique et la nostalgie du califat. Sollicités par les responsables des opérations spéciales, leurs agissements feront des milliers de morts. A la suite du coup d'Etat de 1971, ceux qui avaient soutenu les militaires ont été récompensés. Les équipes constituées de ces jeunes

militants panturcs se sont retrouvées par la suite remobilisées contre l'ASALA et le PKK. Mais à partir du moment où ils entrent dans les structures étatiques, les mafieux ne se contentent pas d'une infime part du capital. Ils ont commencé à corrompre, à faire chanter, à récupérer des marchés publics, à organiser des transferts de drogue de l'Asie centrale vers l'Europe et donc constituer des fortunes visibles.

NAM : Comment cette mafia est-elle également arrivée à gangrener l'économie légale ? Vous mentionnez notamment l'importance des casinos...

X. R. : Avant l'interdiction du jeu d'argent en Turquie, neuf casinos sur dix appartenaient à cinq individus tous issus des rangs « idéalistes ». Ces patrons possédaient à eux seuls 70 % des bons du Trésor turc. Rendez-vous compte de la formidable capacité de chantage ! L'Etat obtient des facilités de caisse de la part de gangsters, autrement dit du quasi-racket officiel... Dans ce monde où les grands bandits sont acceptés comme des gens adorables parce qu'ils participent à la lutte contre telle ou telle organisation, l'Etat s'affaiblit logiquement. Le mafieux est le seul qui puisse alors garantir sérieusement des contrats entre grandes entreprises.

NAM : L'affaire de Susurluk a-t-elle changé les choses en Turquie ?

X. R. : Il faut d'abord savoir qu'il y a deux forces sur lesquelles il est possible de compter pour pouvoir mettre un jour ce pays aux normes européennes : la presse, très offensive, très dure de ton avec les gouvernants, et l'opinion publique qui n'avait aucune espèce de confiance en ses dirigeants. Il s'est produit après Susurluk un phénomène comparable à ce qui s'est produit en Italie après l'assassinat coup sur coup, au début de l'été 1992, des juges Falcone et Borsellino. L'opinion en a eu ras-le-bol, et aux élections suivantes, la démocratie chrétienne « en odeur de mafia » a été balayée. En Turquie, des personnes comme l'ancienne Premier ministre Tansu Ciller, dont le mari était mouillé jusqu'aux oreilles avec la mafia, a vu son parti disparaître du Parlement lors du dernier scru-



Xavier Raufer

tin, de même que le MHP, la formation d'extrême droite. A la fin des années 90, la classe politique a essayé de se débarrasser du système, mais ça a été un échec. Sur un plan judiciaire, aucun procès sur des affaires liées à la mafia n'a encore abouti. Une partie de la justice turque est atteinte par la corruption, des magistrats sont intimidés ou brimés. Quant à cette nébuleuse entre ex-« idéalistes » et société civile, elle existe encore bel et bien. Pour vous donner un exemple, en 2002 le parrain Peker Sedat a créé un site Internet pantouranien. Lors d'une réception à l'occasion de son lancement, des généraux et des présidents de clubs de football figuraient parmi les invités... Ces personnes continuent d'être imbriquées l'une dans l'autre, soit de leur plein gré, soit du fait d'une situation de chantage dont elles ne peuvent sortir.

NAM : Pourquoi les néo-islamistes ne mettent-ils pas un coup de balai ?

X. R. : Necmettin Erbakan avait essayé, mais il s'est cassé les dents sur les militaires. Ceux-ci, lorsque j'ai pu discuter avec eux, m'ont semblé terriblement naïfs et loin des réalités concernant les affaires de criminalité organisée. Ils ont approché des gens en ne voyant en eux que des bons petits patriotes turcs. Ils se sont mis dans des situations effroyables. Les officiers les plus faibles ont été achetés. Erbakan et maintenant les actuels post-islamistes sont donc sans doute face à une très grande mauvaise volonté de l'armée de nettoyer les écuries d'Augias.

NAM : La mafia turque a des ramifications un peu partout en Europe, et notamment dans les Balkans, où elle a tissé des liens avec la mafia albanaise...

X. R. : A l'origine, les clans albanais sont des sous-traitants de la mafia turque. Ils font aussi le lien avec

l'importante communauté albanaise d'Istanbul. Quand l'Albanie s'ouvre après la période stalinienne, sa mafia entreprend de jouer en première division, mais ils restent le plus souvent associés aux Turcs dans la chaîne de transport de drogue partant d'Afghanistan et se terminant à Paris, Berlin ou Londres. On remarquera également que les Albanais n'ont absolument pas hésité à fricoter avec des Serbes. Le cas le plus classique de coopération triangulaire Serbes-Albanais-Turcs reste celui avec le milicien Arkan (nationaliste serbe abattu à Belgrade en janvier 2000, NDLR). Les mafieux turcs sont par ailleurs les plus importants grossistes d'héroïne en Grande-Bretagne, ainsi que dans certaines régions d'Allemagne et d'Autriche.

NAM : Alors que la Turquie frappe à la porte de l'Union européenne, comment les quinze voient-ils ce danger mafieux ?

X. R. : L'Union européenne ne voit pas grand-chose. C'est une machine extrêmement lourde et myope. Quand moi et d'autres spécialistes avons alerté l'UE sur les dangers de la mafia albanaise, il a fallu trois ans pour qu'Europol vienne nous voir ! Les critères sur lesquels on a décidé pour l'instant de ne pas admettre la candidature turque sont politiques, économiques et culturels, mais n'ont pas de dimension criminelle. Je peux vous assurer que 99 % des hauts fonctionnaires de Bruxelles ignoraient 99 % de ce que je raconte sur la mafia turque. Je ne désespère pas d'être contacté d'ici un à deux ans... En tout cas, si ses pratiques deviennent suffisamment médiatiques un jour, ça sera un soulagement pour tous ceux qui se battent en Turquie pour qu'elles cessent, mais aussi pour les pays sur lesquels rayonne son influence, notamment dans le Caucase.

Propos recueillis par
Christophe Diremszian